



Rebsamen au gouvernement: "laissez aux parlementaires le temps de travailler"

PARIS, 25 oct. 2012 (AFP) -

Le président du groupe PS au Sénat, François Rebsamen, a demandé au gouvernement, jeudi sur le site des Echos, de "laisser aux parlementaires le temps de travailler", après les récents cafouillages au Parlement, auquel des textes sont soumis en urgence.

"Ni le président du Sénat, Jean-Pierre Bel, ni moi-même ne nous sentons responsables" de la censure mercredi par le Conseil constitutionnel du texte sur le logement social, dit le sénateur-maire de Dijon.

"Lors de la conférence des présidents qui a précédé l'examen de la loi sur le logement, le président de la commission des Affaires économiques, Daniel Raoul, et celui de la commission des Lois, Jean-Pierre Sueur, ont alerté le gouvernement sur la rapidité du travail exigé des sénateurs", rapporte-t-il.

"Mais nous nous sommes rangés à l'argument du ministre des Relations avec le parlement, Alain Vidalies, qui a argué de l'urgence sociale à voter une loi qui permettra de mettre à disposition des terrains et bâtiments publics pour construire des logements", poursuit-il.

"Finalement au lieu de gagner du temps, on en a perdu. Je n'ai qu'un conseil à donner au gouvernement: laisser aux parlementaires le temps de travailler!", déclare M. Rebsamen.

Il revient aussi sur le vote par des sénateurs communistes, avec ceux de l'opposition, d'une motion d'irrecevabilité visant la proposition de loi PS sur les tarifs de l'énergie, déjà votée par l'Assemblée. L'imbroglio a entraîné jeudi la démission du rapporteur PS du texte au Sénat, Roland Courteau.

"S'ils s'obstinent, avec le concours de la droite, à faire échec à ce texte au Sénat, les communistes n'obtiendront qu'une chose: le retour à la version de l'Assemblée", met en garde M. Rebsamen.

"Qu'ils manifestent l'originalité de leurs positions, je commence à m'y habituer, mais ils devraient réfléchir aux conséquences pour les Français. Et je regrette qu'ils aient permis à l'UMP de réussir un coup", enchaîne-t-il.

Concernant la compétitivité, il dit partager "l'avis" du ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, favorable à la baisse des charges sur les secteurs exposés.

mat/mad/DS

Afp le 25 oct. 12 à 18 36.